

Les doyens veulent un numéro Inami pour tous leurs lauréats 2015

Les doyens des facultés de médecine ont rencontré Maggie De Block. Ils veulent une solution rapide pour que leurs étudiants aient accès aux numéros Inami.

NATHALIE BAMPS

Ce n'est pas le mur de syllabi des étudiants en médecine qui impressionnera Maggie De Block. La ministre de la Santé en a vu d'autres...

Depuis plusieurs semaines, elle subit l'ire des étudiants en médecine de Wallonie et Bruxelles. Hier, ils ont empilé des milliers de syllabi devant la porte de son cabinet afin d'attirer l'attention sur la masse de travail que représentent leurs sept années (ou plus...) d'études. Ils protestent contre le fait que 50% d'entre eux n'obtiendront pas de numéro Inami à la fin de leur cursus, même s'ils ont une grande dis'. Sept années d'études pour rien, tuées dans l'œuf par les quotas imposés au niveau de l'assurance maladie-invalidité...

Les étudiants sont soutenus par leurs doyens de faculté. Hier, ces derniers ont rencontré la ministre afin de proposer des solutions. Les doyens allient des revendications portées par les étudiants (un cadastre du corps médical plus efficace),

et des solutions plus «libérales» (un filtrage à l'entrée des études de médecine), mais rejetées par le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, et la Fédération des étudiants (FEF).

Devant Maggie De Block, les doyens ont plaidé pour que la promotion 2015 des étudiants en médecine reçoive – dans sa totalité – un numéro Inami. Cela éviterait à 100 étudiants francophones et 120 Flamands de se voir privés d'exercer la profession pour des raisons purement statistiques. «*Et cela donnerait le temps de trouver une solution définitive*», plaide Yvon Englert, le doyen de la faculté de médecine de l'ULB.

Cela étant, ce ne sont ni les doyens, ni les étudiants qui négocieront avec la ministre De Block. Cette dernière a écouté attentivement les propositions des doyens, mais n'a pas laissé entendre qu'elle privilégiait l'une ou l'autre piste. C'est surtout avec son collègue Jean-Claude Marcourt que la ministre devra discuter. Car l'une des manières de délier le nœud du problème serait que Marcourt lâche du lest sur la question des examens d'entrée. Un test contraignant existe au nord du pays, mais pas au sud. Les doyens franco-

phones sont d'avis qu'il serait utile de remplacer le contingentement du nombre de médecins en fin de cursus par un filtrage à l'entrée des études, ce que refuse Marcourt.

Un quota pour les étrangers

Par ailleurs, les doyens ont proposé que les étudiants étrangers soient comptabilisés dans un quota séparé. En effet, certains d'entre eux reçoivent un numéro Inami, mais n'exercent pas dans notre pays. Cela porte particulièrement préjudice côté francophone, les étudiants étrangers y représentant 30% de la population étudiante (contre seulement 5% en Flandre).

Enfin, les doyens estiment que la Commission de planification doit pouvoir mieux fonctionner. «*Elle n'a jamais pris en compte, dans sa planification des besoins, le vieillissement de la population, la hausse de 10% de la démographie d'ici 2037, ou la hausse des étudiants français dans nos facultés*», pointe Yvon Englert. Le doyen conclut: «*il y a urgence, il faut une ligne claire pour nos étudiants d'ici fin décembre, afin qu'ils puissent s'orienter vers la médecine générale ou une spécialité.*»

«Il y a urgence, il faut une ligne claire pour nos étudiants d'ici fin décembre, afin qu'ils puissent s'orienter vers la médecine générale ou une spécialité.»

YVON ENGLERT

DOYEN DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'ULB